

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/ST/14
30 novembre 1999

(99-5193)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Troisième session
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: anglais

NOUVELLE-ZÉLANDE

Déclaration par M. Lockwood Smith Ministre du commerce international

Chers collègues, je serai bref.

C'est la Nouvelle-Zélande qui a eu l'honneur de présider l'APEC cette année.

Les dirigeants des pays qui réalisent plus de la moitié des échanges mondiaux ont placé l'Organisation mondiale du commerce devant un défi: celui de lancer un nouveau cycle de négociations.

Des négociations à boucler en l'espace de trois ans.

Outre les négociations prévues sur l'agriculture et les services, le Défi d'Auckland préconisait de lancer des négociations complètes sur les droits de douane applicables aux produits industriels.

Il recommandait qu'une impulsion initiale soit donnée à cet égard par l'initiative de libéralisation tarifaire accélérée qui prévoit une libéralisation complète dans des secteurs représentant près de la moitié du champ qui serait couvert par les négociations sur les produits industriels.

Nos enfants nous jugeront avec sévérité si nous ne relevons pas ce défi.

L'APEC est une famille qui se caractérise par sa diversité.

Elle comprend des économies de grande et de petite taille comme la Chine et la Nouvelle-Zélande, et des économies développées et en développement comme le Japon et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Nous savons donc qu'il faut répondre aux besoins des économies en développement.

C'est d'ailleurs ce qui a poussé en partie les dirigeants des pays de l'APEC à réclamer, d'une seule voix, l'élimination des subventions à l'exportation des produits agricoles - une demande dont se sont récemment fait l'écho les Ministres des pays signataires de l'Accord de libre-échange des Amériques et du G-77, qui totalisent à eux seuls plus des trois quarts des échanges mondiaux.

Les subventions à l'exportation sont non seulement irrationnelles parce qu'elles entraînent des distorsions au niveau de l'investissement et font disparaître des emplois dans les économies qui y recourent, mais elles sont également détestables sur un plan moral en raison du préjudice qu'elles causent aux pays en développement au cours d'une phase vitale de leur essor, alors qu'ils cherchent à développer leur commerce de produits agricoles - un domaine dans lequel ils bénéficient souvent d'un avantage comparatif initial.

Ainsi, à l'approche du nouveau millénaire, cette Conférence doit arriver à un accord sur l'élimination progressive des subventions à l'exportation.

Comment pouvons-nous faire entrer cette Organisation dans le nouveau millénaire en nous gargarisant de préoccupations concernant les normes du travail et l'environnement, alors que nous continuons à soutenir des subventions qui aboutissent à épuiser nos ressources halieutiques limitées ou qui empêchent les économies en développement d'édifier leur commerce, de soustraire leur peuple à la pauvreté et d'améliorer leurs normes du travail.

Je vous demande instamment d'y réfléchir.

Je sais que de nombreux Membres ont également exprimé des préoccupations concernant la mise en œuvre ou d'autres nouvelles questions.

Nous devons nous pencher sur ces questions avec intelligence et dégager un consensus sur la meilleure façon d'y répondre.

Chers collègues, nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer.

Il y a tout juste 18 mois, la crise économique et financière asiatique nous a véritablement saisis. Nous avons assisté, stupéfaits, à la propagation du phénomène, d'abord dans les limites de la région proche, puis bien au-delà.

Grâce à des mesures politiques décisives, à des réformes économiques, à la résistance aux tentations protectionnistes et à la solidité du marché américain, les dégâts ont été limités.

En nous engageant dans les négociations cette semaine, n'oublions pas ces importantes leçons.

Ce monde qui se globalise rapidement n'attendra pas que nous mettions un terme à nos atermoiements politiques.

Le prix à payer en cas d'échec est trop élevé pour que l'on y songe.

Il ne me reste plus qu'à prendre congé de vous.

Les élections qui se sont tenues la semaine dernière en Nouvelle-Zélande ont conduit au départ du gouvernement qui était depuis neuf ans au pouvoir.

J'ajoute à l'intention de notre Présidente, Madame l'Ambassadeur Barshefsky et de mes nouveaux amis de l'APEC, de l'OCDE et de l'OMC, que cela a été un grand honneur de travailler avec vous.

Faisons de ce monde un monde meilleur.

Lançons ce nouveau cycle de négociations.

Il ne tient qu'à nous de le faire.
